

Le capitalisme porte en lui la crise comme la nuée porte l'orage

vendredi 17 octobre 2008 Auteur : [Gérard LALOT](#) Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP <http://www.m-pep.org>)

La crise financière affecte aujourd'hui pratiquement l'ensemble de la planète, particulièrement les pays qui ont poussé le plus loin le néolibéralisme. (...) La faillite du système financier des pays anglo-saxons fait courir de graves dangers aux peuples sur le plan social, économique et environnemental. Mais aussi sur le plan démocratique, car une énorme machine à créer de la peur s'est mise en marche. Or la peur, c'est le marchepied de « l'union nationale », de la dilution de la contestation et de l'opposition, donc de l'autoritarisme, et des dérives fascistes qui restent bien séduisantes pour les tenants du capital, même pour un seul pays, ou pour l'union européenne entière. Cette situation met en lumière les contradictions du système capitaliste et appelle une autre logique de production des richesses, d'autres rapports sociaux.

I.- LA FAILLITE DU SYSTEME FINANCIER DES PAYS ANGLO-SAXONS : DES CONSEQUENCES GRAVES POUR LES PEUPLES

La crise financière qui a démarré dans les pays anglo-saxons se fait déjà sentir sur l'ensemble de la planète. Ces effets sont d'ordre économique, social et politique. La crise frappe directement les peuples des pays concernés comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni. Elle frappe aussi d'autres pays riches tels que la France mais aussi les pauvres des pays en voie de développement.

Dans les pays riches : des effets dramatiques pour le monde du travail

Dans le discours dominant, la notion de risque est attachée à l'entrepreneur. Il est de bon ton d'admirer, en opposition à ceux qui ne le sont pas, les patrons qui n'hésitent pas à « prendre des risques ». (...) Mais la complexité de la vie économique, aujourd'hui, renvoie la notion de patron de droit divin au siècle précédent. Les décisions stratégiques doivent être prises collectivement. Les actifs ou les actions se traduisent, quand les choses tournent mal, par des difficultés économiques. Ces difficultés se traduisent par du chômage, de la précarité, des déficits, etc. pour le monde du travail.

La situation des salariés américains, déjà difficile, va s'aggraver

La situation que nous connaissons se déclenche aux Etats-Unis avec la crise dite des subprimes. Deux raisons, au moins, sont à l'origine du déclenchement de cette crise : d'une part, l'attitude des institutions financières qui cherchent à valoriser au maximum les avoirs des actionnaires, et d'autre part, la situation catastrophique de dizaines de millions de ménages américains insolubles dès les débuts du système des subprimes, s'aggravant ensuite avec la l'approfondissement de la crise. (...)

Les salariés en France et en Europe ne sont pas à l'abri de la crise provoquée par le système capitaliste

Notons, avant d'aller plus avant, que l'Union européenne a montré son incapacité à intervenir efficacement. (...) Sur le continent européen, les plus vulnérables sont, sans nul doute, les travailleurs du Royaume-Uni. (...) En France, la situation n'est pas identique, même si la droite « sarkozienne » tente d'importer les politiques néo-libérales qui se pratiquent dans les pays anglo-saxons. L'endettement des ménages français n'est pas comparable et un certain nombre de protections subsistent. Par ailleurs les réglementations en termes de finances, de taux d'endettement pour ne donner qu'un exemple, existent encore. (...) En France comme aux Etats-Unis ce sont les salariés qui sont les victimes de cette crise systémique. C'est bien le système qui provoque cette situation. La cause de cette crise ne se trouve pas dans l'attitude que l'on peut néanmoins qualifier de scandaleuse, de quelques traders ou dirigeants de grandes institutions financières. C'est le système de production capitaliste qui conduit, du fait des contradictions qui lui sont inhérentes, à la financiarisation de l'économie.

Dans les pays pauvres et en voie de développement

Les pays pauvres vont également subir les effets négatifs de cette crise. Nombre d'entre eux, et à juste titre craignent une baisse significative de l'aide au développement. La situation des peuples de ces pays est déjà dramatique. Etranglés par la dette et victimes de dictateurs protégés, souvent pour des intérêts géopolitiques ou/et économiques, ces pays connaissent une progression considérable de la misère. Les peuples de ces pays ont faim. Plus de 800 millions d'êtres humains souffrent de la faim. Des émeutes se produisent dans différents pays, comme en Egypte. (...) Cette crise fait d'importants dégâts dans le monde du travail et dans les pays les plus pauvres. Cette situation n'est pas le résultat d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle a des causes fondamentales. Ces causes résident dans les contradictions même du mode de production capitaliste.

II.- LES CONTRADICTIONS DU SYSTEME DE PRODUCTION CAPITALISTE POUSSENT A LA FINANCIARISATION DE L'ECONOMIE

Alors que l'utilisation du terme capitaliste était reléguée au placard des vieilleries idéologiques, il occupe à nouveau le devant de la scène médiatique et politique. Non pas pour le condamner mais pour le dissocier de la situation de faillite que nous connaissons. La quasi-totalité des forces politiques françaises et européennes explique qu'il ne s'agit pas de remettre en cause le système mais de se prémunir contre ses dérives. Or, ce sont les contradictions inhérentes à ce type de système de production qui pousse à la financiarisation de l'économie.

Le discours dominant condamne les dérives du capitalisme

Le président de la République a donné le ton dans son discours devant les membres de l'ONU [8] en déclarant « *Ce qui compte c'est que chacun prenne ses responsabilités* », « *Cette crise est venue d'une véritable déviation de l'économie de marché, d'un capitalisme qui, au lieu d'être tourné vers la production, s'est orienté vers la spéculation* ». (...) Autrement dit, pour le Premier secrétaire du Parti socialiste le système actuel, donc comme le nomme le président de la République lui-même, le système capitaliste, doit être « régulé » et non pas condamné. (...) « le capitalisme c'est un système génial parce qu'il est efficace et dynamique [10] ». L'ensemble des médias, journaux, télévisions, diffuse la même idée. Le capitalisme doit être moralisé, régulé et les dérives doivent être condamnées voire sanctionnées.

Les contradictions du système capitaliste conduisent à la financiarisation de l'économie

Le capitalisme possède plusieurs définitions selon que l'on défende le système ou qu'on le combatte. Néanmoins, les différentes définitions traitent toutes des mêmes sujets, et principalement du régime de la propriété des moyens de production, d'échange et d'information. Le capitalisme peut être ainsi défini comme : Un mode de production particulier/ L'exploitation de l'homme par l'homme. / Un mode de production dans lequel la propriété des moyens de production, d'échange et d'information est privée. / L'extension indéfinie de la sphère marchande. / Des cycles qui provoquent des crises.

Dans une société donnée, un « mode de production » est la manière dont on produit les richesses, au sens large, et les rapports des hommes dans la production. Le « mode de production capitaliste » a été précédé d'autres modes de production (par exemple le mode de production féodal ou le mode de production esclavagiste), et il devrait être suivi par d'autres modes de production, comme le mode de production socialiste (si on ne croit pas à la « fin de l'histoire ! »). Le « mode de production » est composé de deux éléments : les forces productives et les rapports de production » [11].

Ce mode de production comporte au moins deux contradictions

Personne ne nie que pour des détenteurs du capital, dans ce type de mode de production, l'objectif est de réaliser le meilleur rendement possible à des fins privées. Cette rentabilité recherchée se traduit par un taux de profit. (...) La première contradiction est liée à la recherche permanente de gains de productivité en cherchant à diminuer la part du travail vivant pour accaparer les richesses dans une poignée de mains privées. (...) L'investissement de plus en plus coûteux a des conséquences sur la composition organique du capital [12] (Capital variable et capital constant). Le capital variable se nomme ainsi parce que la force de travail qui compose le capital variable est une marchandise toute particulière. En effet, elle produit plus de richesse qu'elle n'en vaut sur le marché. C'est ainsi que le détenteur de capital s'octroie la plus value ou travail gratuit. Ce qui constitue le profit. Seul le travail crée de la richesse.

A l'inverse le capital constant (moyen de production et capital financier) ne peut trouver à se mettre en valeur lui-même. « La multiplication des pains » n'appartient qu'au miracle que nous livre la Bible [13]. Le capital (financier ou matériel) ne produit pas de richesse sans sa mise en

mouvement par le travail vivant. L'évolution du capital constant face à la réduction recherchée du capital variable fait apparaître une tendance à la baisse du taux de profit sur une période historique.

Il convient donc de faire face à cette contradiction. Pour cela les détenteurs de capitaux vont utiliser de multiples moyens pour faire en sorte que le capital constant se reproduise malgré tout et vienne suppléer à la baisse tendancielle du taux de profit. Ces opérations vont par conséquent se réaliser hors économie réelle. C'est à la Bourse que l'on va « jouer » pour faire fructifier « l'investissement » financier.(...)

La deuxième contradiction est liée à la première. Pour réaliser les meilleurs taux de profit il faut réduire au maximum le prix d'achat de la force de travail. Pour cela, le chômage et la précarité sont abondamment utilisés. Par ailleurs, on va faire baisser la partie indirecte du salaire avec l'exonération des cotisations patronales pour les salaires les plus bas. Cela concerne, en France, 11 millions de salariés [15] pour un budget total en 2003 de 15 milliards d'Euros (750 000 salariés à temps plein). Il s'agit d'un manque à gagner colossal qui se traduit, soit par la réduction de prestations sociales, par des déficits, par des impôts comme la CSG que l'ensemble des actifs et des retraités doivent acquitter. Les délocalisations sont également un moyen pour faire baisser le prix de la force de travail.(...) Cette situation est donc inhérente au système capitaliste du fait des deux contradictions qu'il porte en lui. C'est pourquoi, s'il faut dans un premier temps mettre en place des outils de « régulation », il convient à terme de dépasser ce mode de production d'un autre siècle.

III.- CETTE SITUATION DRAMATIQUE APPELLE DES CHANGEMENTS STRUCTURELS DANS LES RAPPORTS SOCIAUX AINSI QUE DANS LES LOGIQUES DE PRODUCTION DE RICHESSES.

Comme nous venons de l'évoquer, les conditions de vie pour le monde du travail vont être plus difficiles. L'économie réelle ralentit avec toutes les conséquences que nous avons soulignées dans la première partie. S'ajoute une question d'importance : qui devra, dans l'immédiat, financer les trous laissés par les banques et des institutions financières et quelles politiques faudrait-il mettre en œuvre pour que cette situation ne se reproduise pas ?

Qui va payer ?

En premier lieu il convient de préciser quelques termes qui se sont invités dans les discours politiques et les médias.

Pour résoudre cette crise les Etats, nous dit-on, procèdent à des nationalisations. Ce terme de nationalisation est inapproprié. En effet, ce qui se passe aujourd'hui est totalement étranger à ce qu'a été ou ce que devrait être une nationalisation. La nationalisation vise à maîtriser de façon permanente le développement économique. Il s'agit d'un acte positif qui répond à un objectif politique, à une vision de la société. Nationaliser, ou socialiser le secteur bancaire, par exemple, pour que l'économie soit au service de l'Homme et non pas que l'Homme soit au service de l'économie. Ce n'est pas le cas. Ce que les commentateurs nomment nationalisation n'est qu'une mesure de sauvetage des banques et des institutions financières victimes d'une gestion privée. L'Etat achète des actifs qui sont aujourd'hui sans grande valeur et qui demain auront à nouveau retrouvé leur côte. C'est alors que l'Etat se désengagera pour que ces institutions retournent dans la gestion privée.

Les « planches à billets » (création monétaire) fonctionnent pour injecter des liquidités vers les banques. Il s'agit d'un emprunt qu'elles devront rembourser aux Etats. Les banques feront payer ces emprunts à leurs clients et retrouveront sur les marchés de quoi valoriser de nouveaux actifs. D'autant que les banques et le marché financier, malgré les apparences, se portent plutôt bien si l'on en croit Georges Ugieux, ancien Vice-président de Wall Street qui déclare « *comme les bourses font de l'argent sur les volumes, et qu'en période de crise, les volumes sont extrêmement élevés, je crois que les bourses se portent plutôt bien* [17] ».

Cependant ne négligeons pas le poids idéologique de cette situation. La gestion privée des banques et des institutions financières est un échec dans le cadre de l'intérêt général. Ronald Reagan aimait à répéter que « l'Etat n'est pas la solution. L'Etat c'est le problème ». Cette formule qui a fait tant de dégâts dans les têtes est aujourd'hui obsolète.

Idéologiquement le mode de production capitaliste vient de perdre une bataille : la gauche doit se ressaisir et proposer une alternative

Il existe 77 % de Français qui pensent [18] que le capitalisme porte une part de responsabilité importante dans la crise financière que nous connaissons. L'idéologie néo-libérale vient de perdre une bataille importante.

Cependant la guerre n'est pas perdue, car les gauches sont aujourd'hui incapables d'offrir une alternative au système capitaliste. Au mieux elles proposent quelques dispositifs de régulation. Or, si les gauches ne représentent pas une alternative possible, c'est qu'elles ont, pour beaucoup de leurs composantes, abandonné toute perspective de dépassement du mode de production capitaliste. Il y a encore une trentaine d'années, ce qui est très court sur un plan historique, celui qui allait devenir président de la République déclarait lors du congrès du PS qui se tenait à Epinay : « *celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, c'est secondaire..., avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste* ».

La gauche « institutionnelle » ne s'est pas attaquée au système capitaliste malgré un début prometteur au cours de la période 1981/1983. C'est pour cela qu'aujourd'hui elle échoue, en France, mais dans l'ensemble des pays où elle a mis en œuvre les orientations sociales démocrates des années 80. Le temps est venu de réaffirmer que le combat pour changer ce mode de production qui engendre crises, inégalités, guerres, soit engagé pour construire un socialisme du XXIème siècle.

Quelle politique faudrait-il mettre en œuvre pour que cela ne reproduise plus, pour que l'économie soit au service de l'Homme ?

Dans un premier temps il convient évidemment de prendre des mesures de « régulation » pour stopper les spéculations. Il faut réduire la liberté des institutions financières, des traders et des zinzins. Par exemple il faut **interdire les ventes d'actifs à découvert**. Le principe de vente à découvert est simple : il s'agit de vendre des actifs/actions qui ne sont pas encore payés. Interdire les *stock-options*, etc.

Mais cela ne suffira pas à éviter toute récurrence. Il convient pour cela de changer le mode de production capitaliste qui porte en lui les contradictions que nous venons de développer. Un constat s'impose : il faut amoindrir la puissance des classes dominantes. Pour cela il faut soustraire la production des richesses au capital. Concrètement cela signifie que l'ensemble du secteur bancaire et financier soit exclu de la gestion privée. Il convient de socialiser ce secteur pour que les citoyens retrouvent la maîtrise de ce secteur essentiel au développement économique.

Il faut également examiner le type de production qui doit réintégrer le secteur public qui doit être dominant. L'économie ne peut plus échapper au champ démocratique. Les élus, le peuple doivent pouvoir maîtriser et développer les politiques macro-économiques. Il ne s'agit pas d'une économie étatisée mais d'une économie démocratisée qui soit tournée vers la satisfaction des besoins et non pas vers la course à la rentabilité financière.

Il convient également de **créer les conditions du plein emploi** [19] pour la création de richesses compatibles avec l'environnement. Emplois répartis dans le secteur marchand et non marchand. La disparition du chômage supprime les déficits publics et rend solvables les ménages. Ce qui élimine une des causes de la crise que nous connaissons.

Le marché financier doit être asphyxié et le financement de l'activité économique doit échapper aux jeux de la Bourse. Il faut créer un fonds public de financement. Une question se pose donc : faut-il aller vers la suppression de la Bourse ? Il faut, comme le souhaitait John Maynard Keynes « euthanasier les rentiers ». La bourse ne sert plus à financer les entreprises mais travaille en circuit fermé et ne sert plus qu'à la spéculation. Elle apporte de moins en moins de liquidité aux entreprises par les émissions de nouvelles actions, alors qu'elle pompe les entreprises lorsque celles-ci rachètent leurs propres actions pour augmenter le dividende par action. Aux Etats-Unis le solde est même devenu négatif pour les entreprises.

Les banques ont démontré leur incapacité à financer l'économie par un fonctionnement qui ne peut engendrer que des crises. D'une part, elles ont mis en circulation beaucoup trop d'argent, sans aucun rapport avec les dépôts réels, ce qui ne pouvait que mal se terminer dès qu'un grain de sable (subprimes ou autre) enrayait la machine. D'autre part, parce qu'elles ont mélangé les deux fonctions de prêteur et de spéculateur. Pour ces deux motifs, parmi d'autres, **le droit de créer de la monnaie doit être retiré aux banques privées et redonné aux Etats**. Pour cela, il est indispensable de se sortir du carcan néo-libéral dans lequel nous sommes enfoncés avec l'Union européenne. C'est une condition incontournable pour s'inscrire dans un changement de mode de production pour s'engager vers la construction d'un socialisme du XXIème siècle. Voir notes et l'article intégral sur le site MPEP : <http://www.m-pep.org/spip.php?article988>